

Le Canada
et
les sommets du G-7



SOMMET HALIFAX SUMMIT

1995®



- ▶ La publication **Le Canada et les sommets des G-7** est produite par la Direction des Communications sur la politique étrangère (BCF) du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.
- ▶ Vous pouvez commander des copies supplémentaires de **Le Canada et les sommets des G-7** au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, au (613) 944-4000 ou au numéro sans frais 1-800-267-8376.
- ▶ Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa, ON, K1A 0G2
Canada

Canada



Le Canada et les sommets du G-7

Le Canada est fier d'accueillir le 21^e sommet économique. Du 15 au 17 juin 1995, le premier ministre, M. Jean Chrétien, recevra à Halifax les dirigeants des six autres grandes nations industrialisées — France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis — ainsi que le président de la Commission européenne. Le président de la Russie, M. Boris Eltsine, assistera aussi à une partie des réunions. Le Canada a déjà été l'hôte de deux sommets, à Montebello (Québec), près d'Ottawa, en 1981 et à Toronto en 1988.

Les sommets annuels du G-7 sont la composante la plus visible d'un vaste processus de consultation et de coopération permanentes entre les sept principales démocraties industrialisées du monde. Les discussions tenues pendant les sommets coïncident avec les travaux effectués dans d'autres instances internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et les rencontres des ministres des Finances du Groupe des Sept (G-7).

Tous les sommets du G-7 ont pour objectif de donner aux dirigeants la possibilité d'échanger des idées et des expériences qui leur permettront de mieux comprendre et gérer les questions économiques et politiques les plus pressantes de l'heure. Si les sommets en eux-mêmes ne produisent pas toujours de solutions à des problèmes particuliers, les dirigeants peuvent mettre en mouvement, dans leurs pays respectifs et au sein des institutions internationales, des forces qui permettront de régler ces problèmes.

▷ L'histoire des sommets

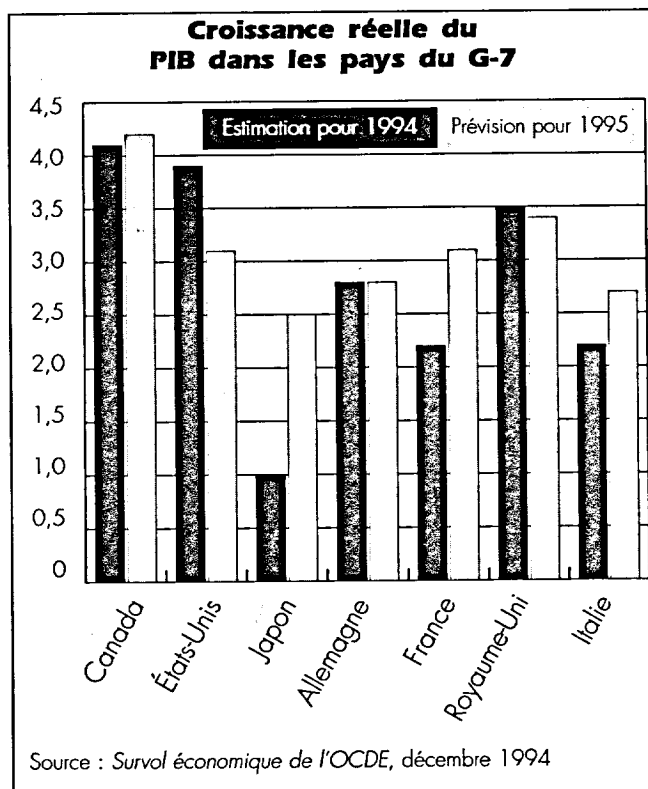
Le premier sommet, initialement convoqué comme événement unique sur l'initiative du président français, M. Valéry Giscard d'Estaing, a eu lieu à Rambouillet, en France, en 1975. Les dirigeants de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de l'Italie s'étaient alors réunis pour discuter de questions économiques dans un cadre informel et relativement peu structuré. Mais le succès de la rencontre a incité le président des États-Unis, M. Gerald Ford, à répéter l'expérience à Porto Rico l'année suivante, où le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, s'est alors joint aux autres participants. La Communauté européenne, maintenant l'Union européenne, a reçu le statut d'observateur au Sommet de Londres en 1977; elle est représentée aux sommets par le président de la Commission européenne.



Les premiers sommets ont été axés sur le redressement économique. Les participants y ont convenu de mesures propres à soutenir une expansion économique stable et à réduire les taux élevés de chômage sans accroître les pressions inflationnistes. Ils ont reconnu en outre qu'il fallait apporter des modifications structurelles aux économies nationales pour faire face à l'augmentation du prix du pétrole et aux nouvelles réalités économiques.

Au début des années 80, la lutte contre l'inflation est devenue une grande préoccupation. Les dirigeants se sont alors entendus sur la nécessité de restreindre les emprunts de l'État et la croissance de la masse monétaire. Ils ont ensuite cherché à harmoniser leurs politiques pour élargir, renforcer et soutenir la relance qui a suivi la récession de 1981-1982. Depuis, la promotion de la stabilité économique et de la prospérité par la réduction de l'inflation et des taux d'intérêt et une saine gestion des finances publiques est l'une des grandes priorités des sommets.

Au Sommet de Tokyo en 1986, les dirigeants ont souligné la nécessité d'améliorer la coopération au niveau macro-économique par un suivi constant du produit national brut, de l'inflation, des taux d'intérêt et des taux de change. Les ministres des Finances du Canada et de l'Italie ont conséquemment été invités à se joindre à leurs homologues des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des Sept (G-7). Depuis ce temps, les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et les hauts fonctionnaires des pays du G-7 se rencontrent régulièrement pour discuter des performances et des politiques économiques de leurs pays et pour renforcer leur coopération économique et monétaire à l'échelle internationale.

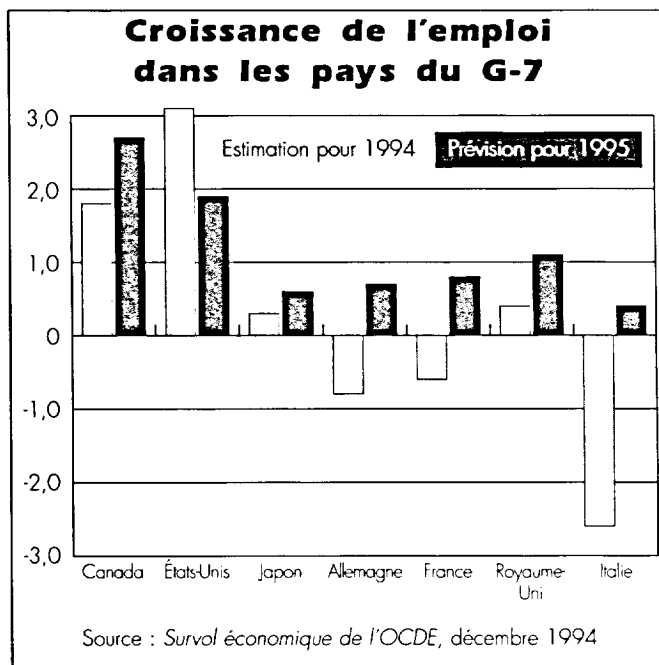


Après le ralentissement de l'activité économique dans les pays occidentaux au début de 1990, l'accent a été mis sur les politiques susceptibles de tonifier et de soutenir la reprise à l'échelle mondiale. À Munich en 1992, les pays du G-7 se sont entendus sur la nécessité de rendre leurs marchés du travail plus souples et mieux adaptés à l'évolution des conditions économiques afin de lutter contre le chômage élevé. L'année suivante, les participants au Sommet de Tokyo

ont mis en place une stratégie de croissance globale en vue de créer des emplois. Dans le sillage de cette initiative, les États-Unis ont accueilli à Detroit, au printemps de 1994, une Conférence sur l'emploi qui a permis aux ministres des pays du G-7 de procéder à un échange de vues et d'expériences sur les moyens de réduire le chômage et de créer des emplois. La réunion ministérielle de l'OCDE tenue à Paris en juin 1994 a permis de poursuivre les discussions sur la question.

Au Sommet de Naples en 1994, les dirigeants ont surtout discuté de l'emploi et de la croissance économique, des relations avec la Russie, de la

réforme en Ukraine et du commerce international. Leurs discussions politiques se sont principalement centrées sur les questions de la Bosnie, de la Corée du Nord et du maintien de la paix. Les participants ont accepté de convoquer une réunion ministérielle à Bruxelles sur les nouvelles technologies et sur l'autoroute de l'information, d'appuyer un ensemble de mesures visant à alléger la dette des pays les plus pauvres, d'offrir une aide de 200 millions de dollars américains pour appuyer un plan d'action sur la sécurité nucléaire en Ukraine, de consentir plus de 4 milliards de dollars américains d'aide à l'Ukraine pour de nouvelles initiatives de réforme et d'endosser la tenue, au Canada, d'une conférence sur le Partenariat pour la transformation économique de l'Ukraine.



► Les nouveaux points à l'ordre du jour

Bien que les questions macro-économiques et commerciales aient toujours dominé l'ordre du jour des sommets, d'autres grands dossiers y ont aussi occupé une place importante au fil des ans. Les déclarations des dirigeants sur des problèmes comme le terrorisme, le trafic des stupéfiants, le blanchiment de l'argent, les violations des droits de la personne, l'environnement, la sécurité nucléaire et la prolifération attirent l'attention de la communauté internationale sur ces questions et entraînent la prise de mesures spécifiques. Ainsi, au Sommet d'Ottawa en 1981, l'attention portée aux relations entre pays développés et pays en développement a mené au Sommet Nord-Sud de Cancun, au Mexique. Par ailleurs, la sensibilisation croissante aux problèmes environnementaux depuis le Sommet de Toronto en 1988 a influé sur l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro

PAYS	Rambouillet 1975	San Juan 1976	Londres 1977	Bonn 1978	Tokyo 1979	Venise 1980	Ottawa 1981	Versailles 1982	Williamsburg 1983
CANADA		Trudeau	Trudeau	Trudeau	Clark	Trudeau	Trudeau	Trudeau	Trudeau
FRANCE	Giscard d'Estaing	Giscard d'Estaing	Giscard d'Estaing	Giscard d'Estaing	Giscard d'Estaing	Giscard d'Estaing	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand
ALLEMAGNE	Schmidt	Schmidt	Schmidt	Schmidt	Schmidt	Schmidt	Schmidt	Schmidt	Kohl
ITALIE	Moro	Moro	Andreotti	Andreotti	Andreotti	Cossiga	Spadolini	Spadolini	Fanfani
JAPON	Miki	Miki	Fukuda	Fukuda	Ohira	Okida	Suzuki	Suzuki	Nakasone
ROYAUME- UNI	Wilson	Callaghan	Callaghan	Callaghan	Thatcher	Thatcher	Thatcher	Thatcher	Thatcher
ÉTATS-UNIS	Ford	Ford	Carter	Carter	Carter	Carter	Reagan	Reagan	Reagan



Londres 1984	Bonn 1985	Tokyo 1986	Venise 1987	Toronto 1988	Paris 1989	Houston 1990	Londres 1991	Munich 1992	Tokyo 1993	Naples 1994
Trudeau	Mulroney	Mulroney	Mulroney	Mulroney	Mulroney	Mulroney	Mulroney	Mulroney	Campbell	Chrétien
Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand
Kohl	Kohl	Kohl	Kohl	Kohl	Kohl	Kohl	Kohl	Kohl	Kohl	Kohl
Craxi	Craxi	Craxi	Fanfani	De Mita	De Mita	Andreotti	Andreotti	Amato	Ciampi	Berlusconi
Nakasone	Nakasone	Nakasone	Nakasone	Takeshita	Uno	Kaifu	Kaifu	Miyazawa	Miyazawa	Murayama
Thatcher	Thatcher	Thatcher	Thatcher	Thatcher	Thatcher	Thatcher	Major	Major	Major	Major
Reagan	Reagan	Reagan	Reagan	Reagan	Bush	Bush	Bush	Bush	Clinton	Clinton



en 1992, et elle a fait du jumelage du développement économique et de la protection de l'environnement une priorité internationale.

Parmi les nouveaux points inscrits à l'ordre du jour des derniers sommets, le plus important a été celui des relations avec les nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale et de l'ancienne Union soviétique. À Paris en 1989, les dirigeants ont demandé à la Commission européenne de faire le nécessaire pour coordonner le soutien au processus de démocratisation en Pologne et en Hongrie. Le Sommet de Paris a aussi établi le Groupe des vingt-quatre (G-24) qui, composé des pays membres de l'OCDE et de l'ancien Pacte de Varsovie et placé sous la présidence de la Commission européenne, a fourni une assistance financière et technique pour appuyer la transition des économies naissantes à un régime d'économie de marché.

► **La participation russe**

C'est en 1989 que le président Mikhaïl Gorbatchev a écrit aux dirigeants du Sommet pour leur faire part de son objectif d'intégrer l'Union soviétique au système économique international. Au Sommet de Houston en 1990, les dirigeants ont demandé au FMI, à la Banque mondiale, à l'OCDE et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de procéder à une étude détaillée de l'économie soviétique et de recommander des réformes systémiques et un plan d'aide occidental.

L'année suivante, aussitôt après le Sommet de Londres, les dirigeants du G-7 ont rencontré le président Gorbatchev pour discuter de ses plans de réforme. Ils ont reconnu qu'une aide plus importante à l'Union soviétique était requise pour y faire progresser les réformes économiques et politiques.

Après le Sommet de Munich en 1992, les dirigeants du G-7 ont rencontré le président Boris Eltsine afin de passer en revue la situation dans son pays et d'annoncer un plan global d'aide à la Russie. Avant le Sommet de Tokyo en 1993, le G-7 dévoilait un plan d'aide de 43 milliards de dollars américains prévoyant le rééchelonnement de la dette, un soutien de stabilisation par l'entremise du FMI, l'octroi de prêts par l'entremise de la Banque mondiale pour l'exécution de projets et le financement d'un programme de privatisation.

À Naples en 1994, le président Eltsine s'est joint aux dirigeants pour discuter de questions politiques d'intérêt commun lors de la dernière journée du Sommet. À sa conférence de presse à l'issue du Sommet, le premier ministre, M. Chrétien, a mentionné que l'association de la Russie aux discussions politiques du G-7 se poursuivrait à Halifax.



Le Canada se réjouit de ce que la Russie puisse contribuer de façon importante et constructive à régler les nombreux problèmes posés à la communauté internationale par cette association plus étroite avec le volet politique des sommets. Le Canada et ses partenaires du G-7 appuient la participation de la Russie au système commercial et économique international, et s'efforcent d'y intégrer la Russie en respectant le rythme de ses propres réformes.

► La réforme du processus des sommets

Ces dernières années, l'ampleur des sommets du G-7 a semblé disproportionnée par rapport aux résultats obtenus, et bon nombre ont dit douter que ces rencontres puissent déboucher sur des initiatives concrètes. Les sommets sont d'abord et avant tout des rencontres privées entre des leaders élus qui ont pour tâche d'équilibrer les intérêts de leur nation et le besoin d'une approche collective face aux problèmes économiques et politiques de l'heure. Sur certaines questions, les dirigeants conviennent qu'une action concertée doit venir compléter les initiatives prises, à titre individuel, par leurs gouvernements. Il peut s'agir d'une initiative d'envergure qui retient l'attention du public — le plan d'aide à la Russie et à l'Europe de l'Est par exemple — ou d'une mesure qui passe inaperçue — comme l'établissement, au Sommet de Munich, d'un fonds pour la sécurité nucléaire de 141,4 millions de dollars. Le Groupe de travail sur la sécurité nucléaire poursuit par exemple son important travail pour élaborer des mécanismes destinés à assurer la sécurité des centrales nucléaires vieillissantes dans l'ancienne Union soviétique.

La plupart des recommandations sur la réforme des sommets visent à simplifier la formule et à multiplier les entretiens privés entre les dirigeants. Le Canada a toujours cherché à rendre les sommets plus productifs et à en réduire l'aspect cérémonial pour réserver plus de temps aux discussions informelles entre les dirigeants. Le Sommet d'Halifax reflétera cette approche rationalisée.

► Le rôle du Canada aux sommets

Le fait d'obtenir un siège à la table des sommets était important pour le Canada, puisqu'on reconnaissait ainsi son approche globale de la politique étrangère, son importante contribution aux institutions financières internationales, sa position de grande nation commerçante du monde et son statut de pays riche en ressources.

Le Canada s'est joint à la table des sommets économiques en 1976, à une époque d'instabilité et de changement. La flambée des prix du pétrole, la précarité des marchés financiers et l'incertitude économique mettaient en relief la nécessité d'un meilleur dialogue et de politiques plus cohérentes entre les grandes démocraties industrialisées. Comme les approvisionnements d'énergie et de matières premières étaient incertains, les abondantes ressources naturelles du Canada avaient une grande importance pour les pays occidentaux.

Nation tributaire du commerce international, le Canada a toujours favorisé une libéralisation progressive des échanges. Toute mesure ou décision ayant un impact sur les taux de change est aussi d'une importance cruciale pour lui; c'est pourquoi il se doit d'être à la table des décideurs.

L'importance pour le Canada de participer aux sommets s'est faite de plus en plus sentir au fil des ans. La mondialisation des finances, du commerce et de l'information durant les années 80 et 90, combinée aux interventions commandées par l'effondrement du bloc soviétique, a

DOSSIERS	Rambouillet	San Juan	Londres	Bonn	Tokyo	Venise	Ottawa	Versailles	Williamsburg
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Agriculture									
Balance des paiements	•	•				•	•		
Bioéthique									
Commerce	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Dette	•	•	•			•	•	•	•
Drogues									
Droits de la personne et principes démocratiques									
Emploi	•	•	•	•			•	•	•
Énergie	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Environnement				•	•	•	•		•
Inflation	•	•	•	•	•		•	•	•
Marchés financiers		•	•				•	•	
Migration									
Nord/Sud	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Questions d'économie Est/Ouest	•						•	•	•
Questions de sécurité Est/Ouest						•	•		•
Questions monétaires	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Réforme structurale				•	•	•	•		•
Réfugiés					•	•	•		
Sciences et technologie					•		•	•	•
Sécurité régionale						•	•		•
SIDA									
Taux d'intérêt							•	•	•
Terrorisme				•	•	•	•		

Londres 1984	Bonn 1985	Tokyo 1986	Venise 1987	Toronto 1988	Paris 1989	Houston 1990	Londres 1991	Munich 1992	Tokyo 1993	Naples 1994
		•	•	•		•	•	•		
	•	•	•	•	•	•				
			•	•						
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
			•	•	•	•	•			•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•					•	•	•
•		•	•		•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•				•					
•		•	•	•	•	•				
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•				•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
							•			
•	•	•	•	•	•	•	•	•		•
•			•	•	•	•	•	•	•	•
			•		•					
•		•						•	•	•
•		•	•	•	•	•	•			•

accentué l'importance de la coopération internationale. Dans les faits, la prospérité et la sécurité du Canada dépendent directement de sa capacité d'influencer les affaires internationales. Sa participation aux sommets du G-7 restera par conséquent déterminante.

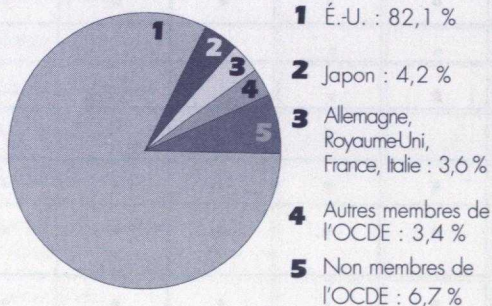
La plus grande utilité des sommets économiques tient probablement au fait qu'ils servent à situer la politique économique des pays du G-7 dans un cadre commun. En montrant à la communauté internationale que les dirigeants des sept grandes économies industrialisées peuvent s'entendre sur des approches concertées à l'égard de la croissance économique et de la création d'emplois, les sommets peuvent donner la confiance voulue aux milieux d'affaires, aux gouvernements et aux consommateurs du monde.

Les sommets peuvent aussi servir à promouvoir des enjeux politiques importants pour le Canada. Par exemple, les mesures prises par le G-7 à l'appui des réformes dans les pays de l'ancienne Union soviétique, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est ont servi la cause de la sécurité dans le monde et assuré une répartition plus équitable des charges entre les donateurs.

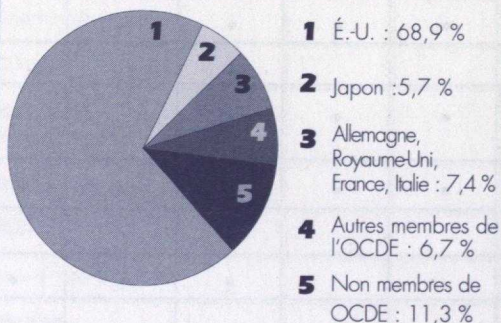
En retour, le succès des mesures de transition institutionnelle et économique dans ces pays crée de nouvelles occasions d'affaires pour les exportateurs et les investisseurs canadiens.

Le Canada peut en outre profiter des sommets pour débattre des questions qui intéressent tout particulièrement les Canadiens. Au Sommet de Tokyo en 1986, le Canada a par exemple proposé, avec l'appui des États-Unis, une initiative qui a amené les dirigeants à exprimer pour la première fois leur inquiétude face aux pratiques de subventionnement et aux mesures protectionnistes qui faussent les échanges agricoles mondiaux. En conséquence, lorsque les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round ont été lancées, en septembre 1986, l'agriculture est devenue l'un des grands points d'un ordre du jour ambitieux qui englobait le commerce des biens et des services, l'adoption de nouvelles règles commerciales et la mise en place d'une organisation multilatérale du commerce pour gérer les ententes négociées. À Londres en 1991, le Canada a obtenu que les dirigeants signent une déclaration très ferme invitant instamment la communauté internationale à protéger les

Composition des exportations du Canada, 1994 *

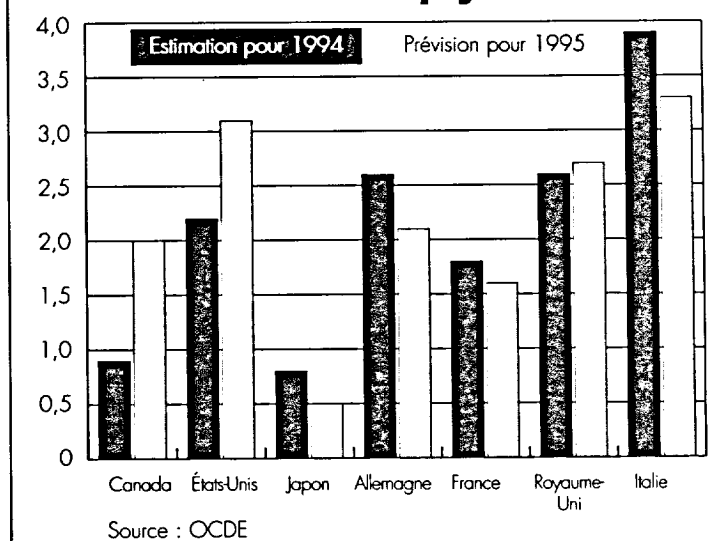


Composition des importations au Canada, 1994 *



* Basées sur les trois premiers trimestres de 1994
Source: OCDE.

Inflation dans les pays du G-7



ressources biologiques marines et à respecter les régimes adoptés par les organisations régionales de pêche.

Au Sommet de Naples, le Canada a obtenu un appui international pour ses politiques intérieures sur la création d'emplois et la croissance, a créé un élan permanent en faveur de la libéralisation du commerce, surtout dans le domaine des nouvelles questions commerciales, et a pris l'initiative sur la question de l'Ukraine en amenant le G-7 à endosser une

conférence sur un Partenariat pour la transformation économique de l'Ukraine, qui s'est tenue à Winnipeg (Manitoba), au Canada en 1994.

Pays sans passé colonialiste, partisan déclaré du multilatéralisme et important donateur, le Canada a pu jouer un rôle utile d'intermédiaire entre les grandes puissances industrielles et les pays moins développés. Son engagement reconnu en faveur d'un système de réglementation internationale et sa tradition de participation active aux affaires internationales ajoutent d'ailleurs à la crédibilité de sa participation au processus des sommets. Le Canada donne aussi une perspective unique aux sommets en raison de son appartenance aux principales organisations mondiales — comme l'ONU, l'OMC, l'APEC, le Commonwealth, la Francophonie et l'OEA.

Aujourd'hui, le Canada occupe sa place aux sommets du fait de la richesse créée par ses 27 millions d'habitants répartis sur un territoire bordant deux océans. Sa participation au G-7 lui donne la possibilité d'orienter les événements internationaux en faveur des buts et intérêts des Canadiens. Tous les Canadiens profitent du renforcement des liens entre les pays du G-7, qui facilite la préparation d'approches communes à l'égard des grands dossiers dans un monde de plus en plus interdépendant.

► Le Sommet d'Halifax

Les rencontres du Sommet de 1995 du G-7 seront tenues à l'édifice Summit Place et à l'immeuble adjacent logeant le Maritime Museum of the Atlantic, dans le centre-ville d'Halifax, en Nouvelle-Écosse. Outre les délégations officielles, le Canada accueillera plus de 4 000 journalistes canadiens et étrangers qui assureront une couverture mondiale de

l'événement. À titre d'hôte du Sommet, la belle et historique ville d'Halifax révélera au monde ses attraits sur les plans des affaires et des loisirs.

Le Sommet d'Halifax sera le point culminant d'un processus d'un an. Les questions à inscrire à l'ordre du jour seront choisies pendant les réunions préparatoires des équipes nationales composées des sherpas (ou représentants personnels des dirigeants du Sommet), des sous-sherpas, des directeurs politiques et d'autres hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères et des Finances. Le représentant personnel du premier ministre, M. Chrétien, est le sous-ministre des Affaires étrangères, M. Gordon Smith.

Un certain nombre d'autres réunions influenceront aussi l'ordre du jour du Sommet, dont les diverses réunions des ministres des Finances du G-7 et des gouverneurs des banques centrales, la réunion ministérielle du G-7 sur la société de l'information (février 1995), la réunion des ministres des Affaires étrangères du G-7 (à confirmer), la réunion des ministres des Finances de l'APEC (avril 1995), la réunion des ministres de l'Environnement du G-7 (mai 1995), la réunion du Groupe de la Quadrilatérale (mai 1995) et la réunion ministérielle de l'OCDE (mai 1995).

Le Sommet d'Halifax donnera au Canada la possibilité d'encadrer les discussions du G-7 sur des questions nationales et internationales importantes à un moment où la distinction entre les deux est de plus en plus floue. Les réunions, qui seront dirigées par le premier ministre, M. Chrétien, se concentreront sur les événements survenus au Canada et dans le monde depuis un an. Le Sommet mettra principalement l'accent sur les mesures propres à garantir que le système international reste adapté aux défis de demain. Cet examen institutionnel est à l'avant-plan des préoccupations des dirigeants en raison des discussions tenues à Naples l'an dernier et des nombreuses études internationales menées sur la question. Le Canada compte obtenir des progrès sur toute la gamme des questions soumises au Sommet, y compris la croissance et la création d'emplois, le commerce international, l'autoroute mondiale de l'information, la sécurité et la prolifération nucléaires, la protection de l'environnement, la réduction de la pauvreté, la criminalité transnationale et la migration.

La Déclaration qui sera émise à la fin du Sommet reflétera les vues collectives des dirigeants sur ces questions d'intérêt mondial. Mais, et c'est le plus important, la Déclaration d'Halifax reflétera une perspective canadienne des problèmes mondiaux et une approche canadienne de leur règlement.